

## 27 septembre : hommage national controversé pour Abe Shinzo

Jean-Yves Colin

N#2022-09

Septembre 27, 2022

## A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

## **27 septembre : hommage national controversé pour Abe Shinzo**

**Jean-Yves Colin**

27 Septembre 2022

L'assassinat de l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo le 8 juillet dernier alors qu'il participait à Nara, près de Kyoto, à la campagne d'un candidat à l'élection de la Chambre des Conseillers, a profondément choqué l'opinion publique japonaise. Celle-ci avait oublié les nombreux assassinats politiques précédant le régime militaire des années 1930 à 1945, et ceux, moins nombreux, de l'après-guerre ou la violence de l'Armée Rouge de la fin des années 60 jusqu'au début des années 70. Tous ces événements, y compris l'attaque plus récente au gaz sarin de la secte Aum dans le métro de Tokyo, relevaient de l'Histoire. L'émotion du Premier Ministre Kishida quand il a pris la parole quelques heures à peine après cet assassinat n'était pas feinte et a été partagée par beaucoup. Les messages venant de chefs d'Etat ou Premiers Ministres étrangers ont aussi souligné la dimension internationale de l'ancien Premier Ministre dans un pays peu habitué à ce type de reconnaissance étrangère. Le gouvernement a alors rapidement décidé d'organiser un hommage national le 27 septembre. Pour autant le Premier Ministre n'imaginait sans doute pas en juillet que ce projet susciterait une forte opposition.

Le moment de quasi-unanimité au moment de l'assassinat n'a pas duré. L'opinion publique a été troublée par les articles de presse concernant les antécédents familiaux qui ont psychologiquement perturbé le meurtrier, à savoir l'emprise exercée sur sa mère et sa famille depuis 1998 par l'Eglise de l'Unification, plus connue sous le nom de secte Moon, après les décès de son père (il avait alors 4 ans) puis de son grand-père. La veille de son acte Yamagami Tetsuya a indiqué dans une lettre : « l'Eglise de l'unification a détruit ma famille et l'a conduite à la faillite ». Si le meurtrier a déclaré ne pas avoir de grief personnel à l'égard de l'ancien Premier Ministre (« il n'est pas mon ennemi »), peu à peu la révélation des relations de son parti, le Parti Libéral Démocrate (PLD), avec cette organisation religieuse ont jeté une ombre sur Abe Shinzo, le gouvernement, le PLD voire au-delà sur le monde politique nippon.

Plusieurs éléments ont favorisé un rejet de l'hommage national par beaucoup de Japonais. Tout d'abord les liens du PLD depuis l'établissement de l'Association du Saint Esprit pour l'Unification du Christianisme Mondial au Japon. Fondée en 1954 au lendemain de la guerre de Corée par le révérend Moon Sun-myung, cette église s'est installée dans l'archipel en 1959 et le Premier Ministre d'alors, Kishi Nobusuke, grand-père de Abe Shinzo, a participé à plusieurs de ses événements. L'anticommunisme et l'hostilité au régime autoritaire de Corée du nord étaient communs au révérend Moon, à Kishi Nobusuke et au PLD. Comme d'autres organisations religieuses, l'Eglise de l'Unification a bénéficié d'un statut fiscal favorable (celui de « compagnie religieuse »)

considéré comme normal depuis la fin du shintoïsme comme religion d'Etat et l'affirmation constitutionnelle de la liberté d'expression et religieuse.

Pour autant la secte Moon n'est pas inconnue au Japon ; de nombreux témoignages de presse ont fait état de pratiques sectaires et de donations de montant important de la part de fidèles de cette organisation ; des cas d'emprise avaient été mis en lumière et parfois conduit à des procès ; une association d'avocats spécialisée dans les dérives religieuses a enregistré plusieurs dizaines de milliers de plaintes et tenté d'en évaluer les montants contentieux. De plus les relations entre le PLD et l'Eglise de l'Unification ont pu d'autant plus choquer que plus de 60 % des Japonais se déclarent non-religieux dans un sondage du media public NHK en 2018 (respectivement 31 %, 3 % et 1% pour le bouddhisme, le shintoïsme et le christianisme).

La presse nipponne a rappelé un message de félicitations de Abe Shinzo adressé en 2006 à un groupe affilié à l'Eglise de l'Unification et promouvant la paix universelle, et une vidéo diffusée à ce même groupe en 2021. On peut toutefois observer que des liens directs de Abe Shinzo avec cette église n'ont pas été clairement établis. Au-delà de l'anticommunisme d'origine, les liens entre cette église et le PLD reposent désormais sur la défense des valeurs traditionnelles et la révision de la Constitution. Selon les informations circulant à Tokyo, environ la moitié des élus du PLD entretiendraient des relations avec cette organisation sans que leur nature soit précisée. De fait – et sans doute surtout – l'Eglise de l'Unification est un réservoir de bénévoles actifs bienvenus pour les candidats lors des campagnes électorales. Il serait certainement naïf de croire que le PLD a été le seul parti à entretenir des liens avec cette organisation quand bien même il en a davantage bénéficié.

Par ailleurs le Japon n'est pas, contrairement à la France, un pays accoutumé à multiplier les hommages nationaux. Le dernier l'a été en 1967 pour Yoshida Shigeru, Premier Ministre de l'immédiat après-guerre, considéré comme un fondateur du Japon contemporain et de sa reconstruction politique, économique et sociale. Les funérailles de l'Empereur Showa (Hiro Hito) le 24 février 1989 ont été le seul événement de cette importance notable dans les dernières décennies, en présence de très nombreux représentants étrangers ; elles ont été marquées par une solennité à la hauteur du personnage historique qu'était l'ancien Empereur, et de son statut différent de celui d'un personnage politique. Des rites shintoïstes avaient été alors pratiqués, ce que certains avaient considéré comme contraire à la Constitution et à l'abandon du shintoïsme en tant que religion d'Etat.

Dès le mois d'août plusieurs manifestations eurent lieu à Tokyo pour protester contre un hommage national ; elles ont réuni d'abord environ un millier de personnes, puis environ 4 000. Une pétition de 400 000 personnes a été déposée au Bureau du Premier Ministre. Des municipalités ont adressé des pétitions hostiles. Les sondages d'opinion ont fait état d'un soutien de l'opinion de moins d'un tiers à cet hommage et d'une

hostilité de presque 60 %. Cette réaction de l'opinion a certainement contribué à la chute de la popularité du Premier Ministre qui s'était maintenue entre 50 et 60 % entre sa prise de fonctions en octobre 2021 et fin juillet 2022 mais qui a brusquement chuté à moins de 30 % depuis. Une tentative d'immolation par le feu a même eu lieu à proximité des bureaux du Premier Ministre. L'opposition, en particulier le Parti Démocrate Constitutionnel, nettement vaincu aux élections de la Chambre des Conseillers en fin juillet, s'est appuyée sur cette hostilité pour se relancer dans le jeu politique à la Diète qui n'a pas été consultée, et a finalement décidé de boycotter la cérémonie.

Outre les relations avec la secte Moon, cette situation est principalement due à deux raisons. La première est de voir les finances publiques assurer le coût de cet événement. Dans un premier temps le gouvernement a imprudemment indiqué un montant de 249 millions de yens mais début septembre ce montant s'est accru de 1.4 milliard de yens soit une charge budgétaire totale estimée de 11 millions d'euros (à titre de comparaison, les montants cités pour les funérailles d'Elisabeth II varient entre 11 et 35 millions d'euros). La moitié serait affectée à la sécurité de la cérémonie, faisant selon certains de Tokyo une ville en état d'alerte voire de siège avec 20 000 policiers présents. Le gouvernement y est d'autant plus contraint qu'à l'évidence les services de protection de l'ancien Premier Ministre ont été notoirement défaillants le 8 juillet dernier, ce qui a entraîné la démission du plus haut responsable de la police. D'autre part 600 millions de yens correspondraient à l'hébergement des responsables étrangers venant d'environ 50 pays. Pour autant c'est moins le montant lui-même que le principe d'un financement public qui a choqué. Enfin ce coût pour un homme politique a pu aussi paraître pour l'opinion publique en contradiction avec la volonté de simplicité de l'Empereur précédent Aki Hito et de son épouse Michiko d'être incinérés et enterrés ensemble dans un monument moins important que celui de son père, l'Empereur Showa.

La seconde tient à la personnalité de Abe Shinzo qui est plus controversée au Japon que dans les pays occidentaux en particulier. Une partie de l'opinion publique a toujours exprimé sa méfiance voire son hostilité au projet de l'ancien Premier Ministre de réformer la Constitution et de renforcer les forces armées nippones. Cette attitude est motivée par la crainte de voir disparaître les principes de pacifisme de l'après-guerre et de non-ingérence militaire dans les crises mondiales ou régionales, et donc un neutralisme de fait sinon de droit. Elle y a vu aussi le signe d'un déplacement du centre de gravité du PLD et de la politique de la droite conservatrice à la droite nationaliste. De plus Abe Shinzo a été attaqué pour plusieurs affaires de favoritisme au cours de son second mandat, ce qui a terni son autorité et fait craindre des actions en justice pouvant mettre en cause le PLD lui-même. En 2020, certains ont envisagé que son renoncement au poste de Premier Ministre était davantage dû à ces affaires et leurs possibles suites judiciaires qu'à une mauvaise santé. A cela s'ajoute le demi-succès ou demi-échec des Abenomics. Cette appréciation est d'autant plus marquée que le pays connaît une hausse de l'inflation (+2.8 % en août), un objectif de 2 % étant celui de la Banque du Japon

depuis les années 1990 mais dans l'archipel comme ailleurs l'inflation devient difficile à maîtriser.

Ces éléments contribuent au décalage de perception de sa notoriété entre certains Japonais et les experts internationaux en géostratégie, nord-américains et européens, et à une certaine perplexité ou incompréhension de leur part par rapport aux opposants à l'hommage national. Ces experts sont naturellement focalisés sur sa contribution personnelle à l'élaboration de la stratégie de l'Indo-Pacifique, à la transformation du Partenariat transpacifique (TPP) en Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) et à l'établissement puis au fonctionnement du Quad, au rapprochement avec l'Inde, autant de marqueurs politiques repris par ses successeurs Suga et Kishida. Ces évolutions, de nature à transformer la politique étrangère du Japon, peuvent apparaître comme autant de signes d'une clairvoyance et d'un réalisme politique dans un environnement en transformation et menaçant mais ils peuvent aussi être redoutés, en partie par crainte d'un révisionnisme, nostalgie du pacifisme et d'une forme de neutralité d'autant plus rassurante qu'elle est sous protection américaine.

La cérémonie a eu lieu au Nippon Budokan Arena en présence d'environ 4 300 invités, dont 200 représentants de pays étrangers, et de plusieurs milliers de Japonais, portant des fleurs pour nombre d'entre eux, venus rendre hommage à Abe Shinzo malgré les strictes mesures de sécurité.

Le gouvernement japonais se félicite de la présence de plusieurs Premiers Ministres ou chefs d'Etat : les Premiers Ministres de l'Inde (Narendra Modi), de la Corée du sud (Han Duck-soo, attestant de la volonté de Seoul de retrouver une meilleure relation avec Tokyo), de Singapour (Lee Hsien Loong) de l'Australie (Anthony Albanese) et le chef d'Etat vietnamien (Nguyen Xuan Phuc). A Taïwan une statue a été érigée pour remercier l'ancien Premier Ministre de son soutien et une délégation significative s'est rendue à Tokyo. Les déplacements de ces dirigeants sont la preuve de l'influence nippone en Asie et dans le Pacifique, et du souci de ces pays de ne pas tomber sous celle de la Chine. Toutefois aucun des pays membres du G7 n'est représenté par son dirigeant, ce qui a pu donner l'impression d'une présence internationale faible : la vice-Présidente (qui se rendra ensuite à Séoul) représente le Président américain, N. Sarkozy est le représentant d'E. Macron...et Justin Trudeau, le seul qui s'était engagé à être présent, a finalement renoncé en raison de l'ouragan qui a dévasté la côte est du Canada.

L'héritage politique de Abe Shinzo est évidemment discutable et discuté au Japon mais n'est-ce pas normal pour un homme qui a été longtemps au pouvoir, l'a exercé pleinement, a dominé son parti jusqu'à sa disparition et voulu engager son pays sur des voies nouvelles. D'autres espèrent que cet héritage et le réalisme international dont Abe Shinzo a fait preuve, ne seront pas dépassés par la droite nationaliste du PLD.